BG 258 C. 2 C. M.

N° 2. NOVEMBRE 1941

JUSTICE LIBRE

ARCHIVES DU ROYAUME DE BELGIQUE

Abonnement : 100 fr. Le numéro : 5 fr. minimum

LA LEGALITE DES ARRETES DES SECRETAIRES GENERAUX.

Voici le sommaire de l'Arrêt, tant cité et trop peu connu, de la Cour d'Appel de Liége du 10 juillet 1941 :

L'article 43 du Règlement annexé à la Convention de La Haye a reconnu à l'occupant, en vue de la sauvegarde des intérêts de la population des territoires occupés, le pouvoir en même temps que l'obligation d'administrer et, s'il y a urgence absolue, de modifier les lois nationales.

Par suite de l'attitude prise par l'occupant, la collectivité belge a été repourvue de ce pouvoir, qui n'avait pas cessé de lui appartenir en droit.

Elle s'est trouvée démunie de la possibilité d'exiger efficacement l'observation de l'article 43, lequel ne pouvait être unilatéralement rompu et à l'application duquel elle avait juridiquement droit.

Dans ces circonstances, les Secrétaires généraux ne pouvaient se dérober au devoir de faire les règlements nécessaires, auxquels il aurait été pourvu en temps normal par des arrêtés ministériels ou royaux.

Par contre, il est impossible de trouver dans la loi du 10 mai 1940 un fondement juridique suffisant permettant d'asseoir pour les secrétaires généraux le droit de prendre des dispositions impératives dans les matières normalement réservées au pouvoir législatif.

Cependant, par le truchement des secrétaires généraux, la collectivité belge a, depuis le début de l'occupation, d'une manière régulière et continue, édicté des dispositions d'ordre législatif, dont les citoyens se sont prévalus et que les tribunaux ont appliquées. Et si, au début, c'est parce qu'il n'y avait pas moyen de faire autrement que la collectivité belge a été contrainte d'administrer et de légiférer, peu à peu par continuation des mêmes forces de procéder, par adoption continue, de la part de la population, des conséquences des dispositions prises, ce qui à l'origine n'a constitué que des "faits", s'est mué en une manière d'être, en un modus vivendi à portée juridique, admis par les deux intéressés, étant d'une part l'occupant qui reconnaissait une permanence pratique de la souveraineté belge et, d'autre part, la collectivité belge, privée, il est vrai des organes par lesquels se manifestait jadis sa vie légale, mais chez qui repose constitutionnellement la souveraineté nationale et qui reste pouvoir en user malgré l'absence des dits organes.

Les secrétaires généraux ont ainsi le pouvoir de légiférer. Ils ont à faire usage de ce pouvoir en honneur et conscience et avec la discrétion voulue.

Notamment - mandataires exceptionnels et provisoires de la nation et substitués d'ailleurs à l'occupant, - leur pouvoir de disposer, lorsqu'il s'agit de modifier les lois nationales trouve nécessairement les mêmes limites que celles que l'article 43 de la Convention de la Haye a tracées à l'occupant; ils doivent respecter les lois nationales sauf empêchement absolu, mais aussi, s'il y a urgence absolue, ils sont tenus de les modifier comme l'occupant lui-même y aurait été obligé.

L'arrêté du 15 février 1941 a été pris dans un cas de nécessité absolue et constitue, dans les circonstances exceptionnelles de l'instant, un des systèmes qu'il était devenu indispensablement nécessaire d'instaurer.

Cet arrêté n'a pas violé la Constitution en ce qui concerne le champ d'action réservé aux Cours d'Appel.

Les procédures qu'il prévoit se décomposent en deux phases indépendantes : une phase purement administrative, servant de préliminaire à moins que l'intéressé s'en contente, et une phase judiciaire.

L'article 92 de la Constitution réserve à la compétence des tribunaux les "contestations".

Or dans la phase réservée par l'arrêté aux opérations des autorités administratives, aucune contestation ne se produit; les autorités administratives ne prononcent pas une sentence équivalent à un jugement; elles formulent de simples propositions; elles ne constituent pas une juridiction; leur oeuvre n'est pas l'objet d'un véritable appel; le recours contre cette oeuvre constitue uniquement la manifestation du fait que l'intéressé ne se trouve pas satisfait du préliminaire administratif et entend ériger un débat devant un corps judiciaire.

Dans les cas prévus par l'arrêté, les cours d'appel ont reçu compétence directe aux fins de connaître en première instance des infractions en matière de ravitaillement, de rationnement et de fixation de prix.

La Constitution ne prévoit pas qu'en matière répressive notamment, tout justiciable jouira nécessairement du bénéfice d'une première et d'une seconde juridiction et d'un recours en cassation.

(5e Chambre - M. Elens, prés.- MM. Claessens et Neven, conseillers - Constant et Potvin, substituts-PL. Me Rittweger - M.P. C Halleux).

Cet arrêt est actuellement soumis à la censure de la Cour de Cassation.

Ce journal entend réfléter non l'opinion concertée d'une coterie, mais les opinions régnant dans le monde judiciaire belge tout entier. Il est ouvert à toutes les collaborations. Il a pour objet le droit. Il réalisera cet objet plus parfaitement au fur et à mesure du progrès de l'aide que lui apporteront ses lecteurs. Nous demandons à ceux-ci dévouement et prudence.

Diffusez-le largement dans les milieux judiciaires (magistrats, membres des parquets, greffiers, personnel des greffes et bureaux, avocats, avoués, huissiers, notaires) et du dehors. Ne le colportez au Palais qu'avec précaution. Ne le laissez pas traîner chez vous à des endroits accessibles.

AU PRESIDENT DU TRIBUNAL MILITAIRE ALLEMAND DE BRUXELLES au Palais de Justice.

Monsieur le Président,

Vous avez tenu à faire part, il y a quelques jours à deux hauts magistrats belges du deuil cruel qui vous atteint : votre fils, votre seul fils, a été tué devant Smolensk.

Le Premier Substitut du Procureur Général et le Premier Président de la Cour d'Appel de Bruxelles vous ont porté leurs condoléances.

Nous partageons les sentiments qu'ils vous ont exprimés. Votre douleur n'a pas de nationalité et elle éveille en nous une émotion particulière, due un peu puérilement peut-être- au caractère judiciaire de vos fonctions. Nous ne nous défendons pas contre cette émotion, car nous sommes sûrs que ce qu'il y a de meilleur en nous la suscite.

Nous oublions que vous êtes un des instruments de la violence pratiquée sur notre pays; nous oublions que, dans l'exercice de votre charge, il vous est arrivé sans doute de condamner à la mort, des jeunes gens - allemands ou belges - ayant l'âge de votre fils.

Nous voulons nous rappeler toutes celles de nos erreurs qui ont pu contribuer à déchaîner les événements horribles qui frappent et torturent en ce moment, en même temps que vous, des millions de pères : certaines clauses du traité de Versailles; la vie dure imposée à la République de Weimar; la confusion entre le peuple allemand et son gouvernement de 1914; le refus à ce peuple de la confiance qui convenait, refus qui devait nécessairement le mener dans les mains de nouveaux tyrans; et, lorsque le danger fût né, l'égoïsme empêchant la formation d'un front qui, par son esprit de justice, eût désarmé les griefs et par sa force, fait échec aux entreprises d'un illuminé dont l'intelligence bornée trouva comme seul remède aux maux de votre peuple, de plonger frénétiquement celui-ci pendant des années dans la misère d'une économie de guerre, pour le précipiter ensuite, avec le monde entier, dans le malheur et le massacre.

Nous nous rappelons les regards anxieux que ceux des nôtres qui luttèrent dans leur propre pays pour une politique de justice à l'égard de l'Allemagne, ont jeté depuis dix ans vers l'intelligence allemande.

Certainement vous ne croyiez pas, vous, Monsieur le Président que " la guerre est à l'homme ce que la maternité est à la femme "; certainement, vous n'approuviez pas les théories négatrices de l'individu, les systèmes de brigandage international, de violation des engagements, d'assassinats des peuples, philosophie de l'hitlérisme.

Avez-vous combattu ces systèmes barbares, - au moment où nous luttions pour faire prévaloir chez nous nos conceptions communes du droit ?

Qu'avez-vous pensé du piétinement de tant de pays en même temps que des promesses par lesquelles le chef de votre Etat avait solennellement garanti ces pays ?

Et qu'avez-vous pensé de la dernière ruée, celle du 22 juin, sur ce peuple qui vous a blessé en se défendant et dont l'ardeur patriotique démontre combien il tient à rester lui-même ?

Qu'était donc allé faire en Russie, votre fils?

Il ne nous était pas étranger, appartenant à cette jeunesse allemande que nous estimions, que nous admirions, que nous aimions pour son sens du devoir sa générosité, son sens poétique, sa gravité attentive; appartenant à cette jeunesse du monde, fleur de l'humanité, faite pour la joie, la compréhension et l'amour.

LE MAINTIEN DE LA PAIX INTERIEURE.

Une ordonnance du 20 septembre du commandant militaire allemand, punit quiconque menacera ou troublera sciemment la paix intérieure dans les territoires occupés.

Qu'il est émouvant ce souci du général- commandant, pour la paix (intérieure) de notre pays! S'il voulait bien, lui et son armée, nous la f....., cette paix !

En attendant, son ordonnance forme un modèle d'instrument pénal type 3ième Reich : Imprécision des termes telle que l'arbitraire du juge s'exercera dans toute la mesure commandée par l'opportunité politique.

Qu'est-ce que la paix intérieure ? Qu'est-ce que troubler cette paix ou la menacer ?

L'ordonnance, il est vrai, nous éclaire de quelques exemples : "Est notamment considéré comme menaçant la paix intérieure, le fait d'inviter au boycottage, d'établir ou de distribuer des listes noires ou de causer à autrui, de quelque manière que ce soit, pour des raisons politiques, un préjudice quelconque ou de l'en menacer".

Comme on le voit, ces formules s'appliquent de manière tout-à-fait adéquate non seulement à de très nombreux actes des fonctionnaires allemands eux-mêmes, mais à tout l'activité de leurs collaborateurs, qui provoque l'indignation de l'ensemble de la population. Et, pour prendre aussi des exemples : leurs invitations au boycottage des juifs, leurs listes noires de francs-maçons, leurs expéditions violentes contre les quartiers juifs ...

Les tribunaux de l'occupant sévironT-ils contre ces actes ? Personne ne croira que le général von Falkenhausen ait eu l'intention de leur en donner le pouvoir.

Et ceci suffit pour disqualifier à nos yeux l'instrument pénal allemand et les juges chargés de se servir de cet instrument : celui-ci comporte, à l'encontre des formules générales dont il est fait, des sous-entendus, c'est-à-dire des partis pris, c'est-à-dire des hypocrisies que ces juges acceptent, sans qu'il soit même utile d'écrire un seul mot pour les guider dans cette voie.

*

* *

Les lignes qui précèdent étaient écrites, lorsque nous avons pris connaissance d'un document qui achève de nous édifier concernant la magistrature allemande : l'avis du commandant militaire en date du Ier octobre relatif aux "méfaits commis par des éléments irresponsables":

" J'ai été obligé d'ordonner que désormais la peine de mort soit, en principe, prononcée sans considération aucune, dans tous les cas où les ordonnances la prévoient."

(suite de la 1e colonne)

Que sa vie, lourde de promesses, ait été implacablement brisée, nous conduit à maudire aujourd'hui un peu plus l'homme qui, de sa seule volonté, a pu et cru pouvoir mettre en mouvement le terrible mécanisme de destruction et de désolation humaines.

C.2.G.M.

ASSASSINATS D'AVOCATS A PARIS.

Le 25 septembre l'autorité allemande a assassiné à Paris 16 otages. Nous disons "assassiné" car toutes les lois, juridiques, morales, religieuses condamnent le meurtre d'hommes innocents par représailles.

Parmi ces otages, dans la cour d'une prison où ils avaient à d'innombrables reprises apporté à autrui aide et réconfort, trois avocats de la Cour d'Appel de Paris sont tombés : Mes. Antoine Hajje, Georges Pitard et Michel Rolnikas.

Leurs noms demeureront gravés dans nos coeurs.

Etrangers à la politique, entièrement voués à leurs tâches professionnelles, animés comme les neuf dixièmes des Français de convictions antinazies, ils avaient, par leurs qualités de coeur et d'esprit, acquis au cours de leurs longues carrières, l'estime de tous leurs confrères sans distinction. Simples et droits. On aimait à prendre l'avis sûr de Me. Pitard sur le droit du travail dont il pénétrait toutes les difficultés. Et avec quelle émotion ceux qui l'ont vu, de son pas balancé, traverser la Galerie marchande, se souviennent de la silhouette fine de Me Hajje, originaire d'Afrique, vivante démonstration des capacités éminentes morales et intellectuelles, des Français de couleur, cet homme si généreux, si doux, si obligeant, si prêt toujours à mettre à la disposition de chacun les ressources de sa science juridique accomplie !

Les autorités nazies ont tenu, par le choix de leurs victimes à marquer de façon éclatante leur haine de tout ce qui représente, face à leur brutalité, le respect d'une règle.

Hajje, Pitard, Rolnikas ! Martyrs du Droit !

Tels ils vivront honorés dans la mémoire du peuple.

On demeure stupide devant la barbarie et l'imbécilité de l'acte qui prive la justice française de ces serviteurs d'élite ! Honteux aveu de faiblesse et d'impuissance, il mènera nécessairement à un résultat opposé à celui que ses auteurs en attendent.

Car il y a dans l'oppression - l'occupant doit encore apprendre cela de Machiavel - un degré qu'il y a intérêt à ne pas dépasser, si l'on ne veut déclencher les réflexes de conservation et de légitime défense.

ARCHIVES DU ROYAUME DE BELGIQUE

VARIATIONS SUR UN THEME CONNU

"Me Hartveld et Me Fogelbaum"...

Ont été arrêtés par les autorités allemandes au cours de la quinzaine : Frankignoul, J. Lejeune et Schröder, avocats à la Cour de Bruxelles et Me Englebert, notaire. Me Lescot a été libéré. Me Lejeune également. M. Van Beirs, procureur du Roi à Bruxelles et M. Louwage, Inspecteur général de la Sûreté de l'Etat, ont été retenus à la disposition de la Gestapo pendant une journée.

LE DROIT EN FRANCE.

-- M. Hilferding, à qui la France avait accordé le droit d'asile et que le maréchal Pétain, la bouche toujours pleine de "l'honneur français", a livré aux Allemands au mépris de ce droit, a été trouvé pendu dans sa cellule en France occupée le 17 septembre.

-- Une "association pour la défense du droit" vient de se constituer chez nos voisins.

Dans une lettre adressée, au cours du mois de septembre, à la magistrature française, cette association rappelle que, dans son livre "Mein Kampf", Hitler a expliqué que le "vainqueur rusé" confierait la "surveillance des esclaves" aux "responsables d'une soumission pusillanime" parce que "ces êtres sans caractère exerceront leur office au détriment de leur propre peuple avec une rigueur plus impitoyable que ne le ferait n'importe quelle brute étrangère placée par l'ennemi lui-même dans le pays vaincu". (Mein Kampf, traduction française, p.667)

La lettre montre comment le rôle ainsi défini par Hitler est rempli par les hommes de Vichy, qui frappent les patriotes français avec une sauvagerie plus impitoyable que "ne le ferait n'importe quelle brute étrangère placée par l'ennemi lui-même dans le pays vaincu".

Elle analyse la fonction des "Cours spéciales" instituées par Vichy, cours dont elle qualifie les jugements : des actes caractérisés d'aide à l'ennemi.

-- Le maréchal Pétain a pris sa décision au sujet des "hommes responsables des malheurs de la France". Il ne s'agit pas, comme des naïfs pourraient le croire, d'Hitler et des hitlériens, mais de quelques Français étrangers à la clique de Vichy.

On sait que le Maréchal Honneur-de-la-France-livraison-des-asilés s'est bien abstenu de combattre à l'époque, la politique de ces prétendus responsables, mais les a au contraire servis avec fidélité, sans renâcler devant les hauts traitements qu'il recevait d'eux. On sait que d'autres politiciens qui, eux, ont combattu ces prétendus responsables, le Maréchal Honneur-camps-de-concentration, les a fait enfermer par milliers et qu'il en a fait envoyer à l'échafaud par ses tribunaux spéciaux de bon père de famille. On sait que ces prétendus responsables invoquaient pour leur défense les responsabilités du Maréchal Honneur-guillotine lui-même. On sait que le projet formé d'abord et publié par le Maréchal Honneur-persécutions-des-juifs, de juger lui-même en dessaisissant la Cour de Riom avait soulevé l'indignation du monde.

Aussi le Maréchal Police-Honneur a-t-il trouvé mieux. Il laisse la Cour de Riom saisie, tout en statuant une première fois lui-même et en déclarant les accusés gravement coupables. Il ajoute dans son jugement de condamnation que la décision de la Cour de Riom pourra être plus sévère que la sienne. On appréciera le caractère abominable de la pression qu'il exerce ainsi sur des magistrats, dont on se souviendra au surplus qu'il a exigé, sous la menace de destitution, un serment de fidélité à sa personne.

(suite p.4)

UN DE PLUS...

A savoir un camouflet de l'autorité allemande à la magistrature belge.

Jusqu'à présent, l'autorité allemande avait protégé les actes de ses collaborateurs belges contre la justice de leur pays en empêchant celle-ci d'exercer vis-à-vis d'eux sa mission légale.

Par un avis du 19 septembre (la matière n'a pas paru valoir l'honneur d'une ordonnance) le commandant militaire allemand en Belgique a enlevé aux tribunaux belges la connaissance des "actes de violence d'ordre politique commis contre les personnes qui collaborent loyalement avec l'autorité occupante ou qui encouragent une telle collaboration."

Par malheur, La magistrature belge a déjà, depuis le 17 mai 1940, tendu tant "d'autres joues" à la main ou à la botte de l'occupant qu'elle n'en aura bientôt plus à offrir, la nature, sage et prévoyante, ne les lui ayant attribuées qu'en un nombre limité.

Alors tout risque de craquer tout de même et sans gloire.

LE DROIT EN FRANCE (suite de la page 3)

Plaignons ceux qui, en présence de tels faits conservent dans leur esprit la douce image d'un vieillard devenu peu conscient. Il n'est pas difficile de reconnaître le style du jeu démoniaque auquel se vieillard cruel se livre : Mein Kampf.

Soyons prophètes : La Cour de Riom prononcera sur l'invitation qui lui en est faite, des peines plus sévères. Et la presse du Maréchal pourra repartir en éloges sur la bonté du "saveur de la France".

LES METAUX NON FERREUX.

1. L'ordonnance allemande du 20 octobre n'a, comme l'ensemble des édits de l'autorité occupante, aucune valeur juridique. Elle n'oblige pas les Belges en droit. Elle n'a de portée que dans la mesure où l'occupant en assure lui-même l'exécution par la force.
2. Il en serait ainsi, même s'il s'agissait d'autre chose qu'une pure réquisition militaire. Mais il est à remarquer que, cette fois, l'ordonnance ne cherche même pas à affirmer que sa mesure servirait l'industrie belge.
3. Sa réquisition a un caractère d'autant plus odieux qu'elle porte sur des matières directement utiles à la guerre.
4. La collaboration demandée en l'occurence par l'occupant aux administrations et fonctionnaires belges, constituerait, aux yeux de la loi belge, un crime prévu par le Code Pénal. Ceci s'appliquerait notamment à la communication des listes de contribuables.

Dès lors, que faire ?

Ne pas bouger.

Nous nous refusons à penser que des fonctionnaires belges prêtent la main à l'exécution de l'ordonnance. Même s'ils le faisaient, l'occupant serait dans l'impossibilité d'assurer cette exécution. Ceux qu'il interpellerait au sujet de cette exécution seraient justifiés à répondre que nul ne peut légitimement leur demander de participer à des fournitures destinées à être transformées en engins capables de tuer des Belges et des étrangers qui nous sont chers.

Et les ennuis qui pourraient, dans les cas les plus défavorables, survenir à certains d'entre eux, pèseraient bien peu par rapport à la responsabilité qu'ils assumeraient, en s'inclinant, dans le meurtre d'hommes qui luttent pour notre libération.

N° ^ NOVEMBER 1941

HET VRIJE RECHT

Abonnement : 100 fr. Het nummer : 5 fr. minimum

ARCHIVES DU ROYAUME DE BELGIQUE

Ons blad is een vrij blad.

Moge het de weerspiegeling worden van gansch het Belgisch Juridisch volkje.

Alle medewerking is welkom!

Het doel is in eerste plaats het Recht ten dienste te staan.

Dit doel zal steeds beter kunnen bereikt worden naarmate der lezers de actieve medewerking vergroot.

Wij vraagen voorzichtigheid en ijver!

Verspreid het zooveel mogelijk in alle rechtsmiddens (magistraten, leden van het parket, griffiers, bedienden der griffiers, notarissen, personeel der bureelen, advocaten, pleidbezorgers deurwaarders) en ook daarbuiten. Weest voorzichtig wanneer U het in het Paleis verkoopt. Laat he net ook niet thuis liggen waar men het kan vinden.

DE BESLUITEN DER SECRETARISSEN-GENERAAL.

De "vertaalde" pers heeft veel gewag gemaakt van een arrest van het Beroepshof te Luik dat de wettelijkheid der besluiten van onze secretarissen-generaal zou erkend hebben.

Ergens anders in dit blad vindt men een kort overzicht van dat arrest dat geensins de algemeene beteekenis heeft die men wil toeschrijven. Het arrest weigert integendeel aan de administratieve rechtspleging zooals zij voorzien is door het besluit van 15en Februari 1941, eenige waarde toe te kennen: het stelt voorop dat allen de verordeningen vóór de Hoven van beroep na het beweerd "verhaal" van den veroordeelde, een wettelijk karakter hebben .

Wij maken trouwens voorbehoud over dat subtiel onderscheid tusschen de administratieve en de gerechterlijke phase der ingerichte rechtspleging! Het is ons inderdaad onmogelijk de eerste doodeenvoudigweg als niet bestaande te aanzien vermits bij gebrek aan verhaal vóór de rechtbanken, de beslissing der admistratieve phase geldelijke gevolgen meesleept voor den veroordeelde.

Toch blijkt uit het Arrest dat in werkelijkheid de administratieve beslissingen onbestaande en onuitvoerbaar zijn.

In zijn eerste gedeelte echter erkent het arrest dat de secretarissen-generaal in zekere gevallen maatregelen kunnen treffen van wetgevende kracht.

Uit de weinig klare overwegingen waarop het zijn stelsel bouwt kan men opmaken dat het Hof gemakkelijk de wettelijke Belgische orde ter zijde zet. Het verkiest, met een eerder verwonderende lichtvaardigheid, een op "feiten" gesteunde, maar in werkelijkheid uit het geweld geboren, nieuwe orde, wier verdedigers en voorstanders toch wel onder toepassing vallen van het artikel 118 bis van het strafwetboek.

De macht der secretarissen-generaal zou steunen op de goedkeuring der "gemeenschap"....

Maar waar kan er sprake zijn van goedkeuring indien de wil van het volk niet geuit wordt langs de wettelijke wegen in de Belgische grondwet ingesteld?

Dat sommige pleiters sins één jaar de besluiten der secretarissen-generaal inroepen zou een bewijs zijn dier hoogerbedoelde" goedkeuring "! Spitsvondig is het niet! Eerstend, vertegenwoordigen die paar pleiters de gemeenschap niet, en ook zijn er dagelijks pleidoien waarin de wettelijkheid der besluiten wel betwist wordt .Dat er niet méér zijn is tedanken aan de Duitsche overheid die dergelijke pleidoien een naklank geeft.....in de gevangenis.

De goedkeuring door de gemeenschap blijkt ook uit het feit dat zeker rechtbanken de wettelijkheid der besluiten of eenige dezer zouden erkend hebben ! Maar dat is juist de vraag : of de rechtbanken de geldigheid moeten aanvaarden. De rechtbanken nemen de geldigheid aan omdat de gemeenschap het eens is, en de gemeenschap is het eens omdat de rechtbanken de geldigheid aanvaarden!!

De wijze waarop het Hof van Luik de machten der secretaris-generaal opvat is in rechte als een nieuwgheid te beschouwen: zij zijn inderdaad beperkt door "eer, geweten en omzichtigheid der secretarissen-generaal zelf" . Zooals de macht van den Führer! Meerdere millioenen doodeen en gewonden bewijzen voor dit oogenblik de waarde van het stelsel gesteund op zulke persoonlijke bescheidenheid.

t Maar de Luiksche magistraten laten zich niet onbetuigd: er is bescheidenheid en bescheidenheid. Daarom omschrijven zij wat nader en spreken van"de gewenschte bescheidenheid". Kan men een standvastig begrip vinden om als basis te dienen voor de maatschappelijke verhoudingen, en in bizonder voor deze met strafrechterlijke sanctie?

Wat meer is, daar waar de Secretarissen-Generaal aanvankelijk worden aangezien als vertegenwoordigers der Belgische volksgemeenschap , beschouwt het arrest hen onmiddellijk daarna als spelende de rol van bezetters, verplicht de richtlijnen van de Coventie van Den Haag te eerbiedigen: namelijk behoud der nationale wetgevingen uitgezonderd bij volkomen onmogelijkheid, bij volslagen hoogdrindheid.

Wat toont ons die warboel van valsche rechtsbegrippen met primairsociologische ondergrond ? De vast besloten wil om kost wat kost tot een vooropgestelde uitslag te komen in een zaak was

(vervolg blz. 2)

DE BESLUITEN DER SECRETARISSEN-GENERAAL (vervolg).

-rin de eenige eerlijke oplossing diegene zou zijn die den bezetter de wederoprichting onzer nationale instellingen zou eischen, zooals zij bestonden volgens onze wetgeving.

Volgens het Arrest zijn de "secretarissen-generaal" met hun uitzonderlijke bevoegheden slechts denkbaar in functie der "noodzakelijkheid omdat de nationale souvereiniteit zich niet zou kunnen uiten langs zijn grondwettelijke organen. Doch het is de bezettende overheid zelf die deze onmogelijkheid heeft geschapen. De bezettende overheid mag de wetgeving maar veranderen in geval van noodzaak. Het is dus zij zelve die wetens en willens, en in strijd met alle wettelijkheid (volgens het arrest) die onmogelijkheid schept waarop het arrest zich in haar naam beroept.

STEEDS VEROORDEELINGEN

Volgens langs meerdere zijde bevestigde geruchten zou Meester Adelin Hertveldt, advocaat te Brussel door het Duitsche krijgsgerecht ter dood zijn veroordeeld. Over de beschuldiging die hem ten laste werd gelegd bestaat echter twijfel: naast verspreiding van vlugschriften, anti-Duitsche propaganda, wordt ook beweerd dat onze confrater het inzicht zou hebben gehad over zee te steken.

BIJ DE ANTWERPSCHE BALIE.

De mentaliteit bij de Antwerpsche Balie is uitstekend. Toch hebben enkelen zich als "nieuwe orde- menschen" ontpopt.

De weinige gebeurtenissen, die ons toelaten een blik te werpen op de geestesgesteldheid der Antwerpenaren, lichten op zeer welsprekende wijze onze meening toe: vooreest immers is er de kwestie geweest van het schrappen der joden van de tabel der advocaten: slechts na een weigeren de stemming en na de noodige dwang langs dagbladen en van "overheids"-wege werd dan toch die schrapping overgegaan.

Vervolgens werden op ondubbelzinnige wijze in het kader der Vlaamsche conferentie, alle volksgemeene elementen op de straat gezwierd: men herinnert zich misschien nog het edel gebaar van de Vlaamsche Conferentie van vorig jaar, waarbij al de leden der balie, die in den "spook trein" gezeten hadden, allen als bestuursleden der Conferentie werden aangesteld. Het waren dan heerschappen als een Timmermans, een Bouchery, een Boone , een Lagrou zelfs, die de leiding op zich nemenzouden. Ze hebben dat dan gedurende een gansch jaar met zooveel geestdrift, gedaan dat ze als één man door een talrijk opgekomen schaarleden aan de deur werden gezet.

Er is eindelijk nog verkiezing geweest van den stokhouder, waar als kandidaten optraden Mter Verbaet en Mter Jules Franck. Deze laatste , die we niet bepaald tot de "nieuwe orde menschen" rekenen kunnen, had belooft zooveel potten te betalen als hij stemmen bekomen zou en, spijts dit alles, heeft hij werkelijk niet veel te betalen gekregen!

Van het allergrootste belang is natuurlijk voor onze Antwerpsche confraters de hooge onderscheiding door één hunner aan het Oostelijk frontbehaald: is niet Lagrou -de- groote- de eerste Vlaming, die met-ik-weet-niet-welk-oorlogskruis begunstigd werd?

Het was- naar zij beweren- voor alle Antwerpsche advocaten een hoogdag. Van evenveel belang is de mannelijke houding van zeer geleerde en onweerstaanbare confraters, die hun studieen in het Rijk gingen voortzetten.

Zij (hun namen noemen ware den indruk geven, dat zij niet reeds in heel Europa bekend zijn) hadden allen schitterende rechtstudieen achter den rug: de verstadigste hunner heeft de heele fakulteit van de wijsbegeerte en van de rechten doorloopen op slechts zeven jaren tijds: het spreekt dan ook van zichzelf, dat zulke menschen zich verder moesten gaan bekwamen, daar anders een machtig potentieel zou verloren gegaan zijn.

Op uitnoodiging van de Hitler- slaven gingen die lui boerenrecht studeeren te Munchen: ze zijn terug gekomen als in een roes van bewondering voor het Duitsche bier en voor de Munchener vrouwen, die, naar het schijnt, de afwezigheid hunner mannen slechts noode dragen kunnen.

Maar dat intusschen de faam der Antwerpsche balie verder reikt dan ooit, dank zij die medalie en dank zij die boerenrecht- specialisten zuks zal zelfs door sceptische geesten niet meer worden betwijfeld.

Wij zijn er van overtuigd, dat al die Antwerpenaren en U, O Lagrou, en U, O boerenrechts-geleerden, diep in hun hart dragen.

DE SCHEIDSRECHTERLIJKE COMMISSIES VAN DE NATIONALE LANDBOUW- EN VOEDINGSCORPORATIE

Door besluit van 30 Juli 1941, werden in den schoot van de Landbouw en Voedingscorporatie, de "scheidsrechterlijke commissies" ingesteld.

Wat zijn die commissies en in welke mate kan hun wettigheid onderzocht worden.

De eerste benaming van die commissies, te weten "Scheidsgerechten" werd gewijzicht in "Scheidsrechterlijke Commissies" om den schijn te geven dat wij hier niet te doen hebben met eigenlijke rechtbanken, doch met organismen waar aan de leden van de Corporatie hun geschillen vrijwillig onderwerpen.

Nochtans zal de analyse van hun samenstelling en bevoegdheid onmiddelijk doen inzien hoever zij de meest elementaire grondwettelijke regels overtreden.

ARCHIVES DU ROYAUME DE BELGIQUE

Wie benoemt de leden van de scheidsrechterlijke commissies?

De Voorzitter van de Corporatie!

Voor een organisme dat zich de "juiste vertegenwoordiger" heet van de algemeene belangen van klein en groot brengt dit als eerste gevolg, dat alleende leiding van de Corporatie in de Commissies zetelt of ten minste personen door de leiding gekozen.

Welke geschillen worden door de Scheidsrechterlijke Commissies beslecht.

Hier moet een onderscheid gemaakt worden tusschen :

1° de verplichte inroeping van de Commissie.
2° de vrijwillige inroeping van de Commissie.

1° de commissie neemt verplichtend kennis, Zegt art. 8 van de besluitwet, van:

1° bezwaren door leden van de Corporatie ingediend tegencompensatiebijdragen of tuchtgeldboeten opgelegd krachtens artikel 10,7° en 8°, van het Besluit van 27 Augustus 1940 of tucht maatregelen getroffen krachtens artikel 18, 5°, van de verordening van 25 April 1941;

2° eischen tot schadeloosstelling ingediend door leden van de Corporatie op grond van maatregelen en verordeningen uitgevaardigd door de Corporatie of de Hoofdgroepeering die de bestaansmogelijkheden van hun leden of onderhoorigen uitzonderlijk schaden;

3° alle betwistingen en zaken in het algemeen die door de verordeningen getroffen door de N.L.V.C. of de Hoofdgroepeering, als tot de bevoegdheid van de commissie behoorend verklaard worden.

De bevoegdheid aldus opgevat sluit al andere bevoegdheid uit. De klachten tegen de maatregelen door de Corporatie getroffen in het kader hooger aangestipt, kunnen niet aan de gewone rechtbanken worden onderworpen.

2° De commissie kan kennis nemen van de geschillen die de leden der Corporatie hen vrijwillig zouden opdragen.

De leden der Corporatie kunnen dus in hun overeenkomsten een scheidsrechterlijk beding inlasschen waardoor de betreffende geschillen automatisch tot de bevoegdheid der Commissies van de Corporatie behooren. In een bespreking verschenen in het tijdschrift "Officieele Berichten" nr 13, blz 429, wordt het bestaan van die Commissies in volgende woorden gerechtvaardigd:

"de leden der corporatie moeten zich rekenschap geven dat zij op die wijze sneller en met minder kosten tot eene gerechte oplossing zullen komen....Bovendien zal er recht gesproken worden in den schoot zelf der corporatie, wij zouden haast zeggen- onder mekaar. De invloed van deze rechtsprasak zal tot gevolg hebben dat de Hoofdgroepeering sterker te zamen houdt, dat haar leven en kracht toeneemt en haar onafhankelijkheid grooter wordt."

Mogelijkheid van verhaal.

In den schoot van de Corporatie bestaat een Commissie van Beroep.

De aanhangingmaking bij de corporative juridictie, brengt ook de verplichting mee om verhaal vóór de commissie van beroep te brengen.

Zoo wordt alle mogelijkheid van verhaal vóór de gewone rechtbanken uitgeschakeld.

Art36 :"de scheidsrechterlijke uitspraak geveld in laasten aanleg door een scheidsrechterlijke commissie van eersten aanleg of beroep op een verhhal tegen de beslissing vande N.L.V.C., of van haar Hoofdgroepeeringen, maakt deel van deze besslissing uit en vormt met haar administratieve beslissing, vatbaar voor gedwongen tenuitvoerlegging. Er kan geen verhaal tegen uitgeoefend worden.

Uitvoering der gevelde beslissingen.

a) Verplichte bevoegdheid: geen exequatur. De beslissing wordt uitgevoerd door haar beteekening uitgaande het Ministerie van Financien, sectie rechterlijke geldboeten.

b) Vrijwillige bevoegdheid: het organiek besluit voorziet dat deze beslissingen om uitvoerbaar te zijn met het exequatur van den Voorzitter dan de Rechtbank van Eersten Aanleg moeten worden bekleed.

De commentaar waarvan hooger sprake, voegt er aan toe dat de zaken meestal zoover niet zullen komen en "deweigering zich aan eenedefinitieve beslissing der commissies te schikken een overtreding is van de corporatieve tucht die de Corporatie leider, op vraag van de belanghebbende partij met een tuchtb oete kan straffen....."

Dezelfde commentaar gaat verder en besluit dat de beslissingen geveld in uitvoering der vrijwillige scheidsrechterlijke commissies van gewisde hebben vóór en buiten het exequatur.

KRITIEK.

De bespeking die volgt veronderstelt:

1° dat de N.L.V.C. en haar leiding wettig werden ingesteld;

2° dat de N. L. V. C. een administratif orgaan is dat een deel van de Staatsmacht bekleedt.

De eerste veronderstelling vloeit uit de thesis die de wettigheid van de machten door de secretarissen-generaal uitgeoefend, aanneemt. Die thesis is ons dunkens, zeer wankelbaar doch kan onmogelijk in deze nota besproken worden. Zij maakt deel uit van een belangrijk vraagstuk dat elders

(vervolg. blz.4)

DE SCHEIDSRECHTERLIJKE COMMISSIES VAN DE NATIONALE LANDBOUW- EN VOEDINGSCORPORATIE (vervolg).

in dit blad vluchtig wordtaangeraakt en dat grondig in een volgend nummer zal onderzocht worden.

Buiten de kwestie bevat de Besluitwet van 30 Juli 1941 ongrondwettelijke beschikkingen. Het zijn namelijk diegene betrek hebbende op de verplichte bevoegdheid van de Commissies, die alle verhaal vóór de gewone rechtbanken uitsluit(art8) die beschikking overtreedt artikels 93 en 94 van de Grondwet.

De bevoegdheid der gewone rechtbanken strekt zich uit tot alle geschillen dragende op de burgerlijke en politieke rechten.
Alhoewel het Arrest van het Hof van Verbreking van 5 November 1920 die bevoegdheid uitbreidt, wordt algemeen door de belgische rechtspraak aangenomen dat een sfeer -trouwens onduitelijk begrensd- aan het oordeelen van de Administratie vóó behouden is. Zoo is dan ook in België een algemeen feit dat de macht tot reglementeering door de bevoegde autoriteiten uitgeoefend aan alle juridisch controol ontsnapt en geen aanleiding geeft tot eenigverhaal vóór de gewone rechtbanken, behalve uitzonderingen door de wet voorzien.

De rechtsleer anderzijds geeft toe dat de instelling van van tuchtsmacten art 94 van de Grondwet niet overtreedt.

In de betrekking hiermede wordt door de aanhangers van de N.L.V.C. opgemerkt dat artikel 8 van de Besluitwet van 30 Juli 1941 de verplichte bevoegdheid voorziet eenerzijds vóór het verhaal betreffende bijdragen of eischen tot schadeloosstelling op grond van maatregele. verordeningen die de persoonlijke bestaanmogelijkheden schaden, en anderzijds voor het verhaal betreffende de compensatiebijdragen of tuchtgeldboeten.

In de vaststelling van de bijdragen, in het uitvaardigen van verordeningen wordt beweerd dat de corporatie in de grenzen blijft van de macht tot reglementeering die haar toegekend wordt door Besluit van 27.8.1940; zij oefend die macht op souveraine wijze uit bij uitsluiting van de rechterlijke macht.

In dit kader stelt de beslissing van de Arbitrale Commissie een gewone administratieve maatregel daar. In dezelfde redeneering zetelen de Arbitrale Commissies als tuchtrechtsmachten wanneer zij het verhaal ontvangen tegen de geldboeten en tuchtmaatregelen. De aanhangers van de wettigheid van de Arbitrale Commissies in den schoot der N.L.V.C. besluiten dus dat, eenmaal de wettigheid van het oorspronkelijk besluit van 27.8.1940 aangenomen, het nieuw besluit de grongwet eerbiedigt.

Die argumentatie, schijnbaar juist, houd geen rekenschap met de volgende feiten en vastellingen.

1° Om de tuchtwet van de Corporatie door de commissie rechtvaardig te doen eerbiedigen geldt als eerste voorwaarde dat de onderwerpen aan die tucht in alle vrijheid door de leden wordt aangenomen. Watzien wij integendeel? De aansluiting bij de N.L.V.C. is voor de vakmenschen verplichtend, en de ingestelde tucht, uitsluitend door de leiding van de corporatie opgelegd.

2° De bewoording "op grond van maatregelen door de corporatie uitgevaardigd" in 2° van art. 8 hooger vermeld is onnauwkeurig en laat mogelijkheid voor de Corporatie bestaan beslissingen te nemen die de zuiver tuchtverordeningen te buiten gaan.

3° Art.8,3° wordt door onze tegenstanders uit het oog verloren. De bewoording waardoor de bevoegdheid van de Arbitrale Commissie kan uitgebreid worden tot "alle betwistingen en zaken in het algemeen, door de verordeningen getroffen door de N.L.V.C. of de hoofdgroepeering ", schept een onbegrensde en ongrondwettelijke macht. Inderdaad de leiders van de Corporatie bezitten de mogelijkheid aan de bevoegdheid van de gewone rechtbanken te onttrekken eender welk geschil, zonder eenige beperking, hetzij niet alleen betrek hebbende op administratieve of publieke rechten, maar zelfs op burgerlijke rechten.

Deze enkele beschouwingen, rekening houdende van het voorbehoud nopens de ongrondwettelijkheid van het oprichtingsbesluit door de S. G. uitgevaardigd, brengen in 't licht op welke sluikse wijze meer en meer geschillen aan het oordeel van de gewone rechtbanken worden onttrokken.